

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 7 au 13 avril 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : l'inquiétude sur les chaînes d'approvisionnement.....2

Le graphique de la semaine2

En bref3

Actualités macroéconomiques3

CONJONCTURE..... 3

MARCHE DU TRAVAIL..... 3

IMMOBILIER..... 3

Actualités commerce et investissement4

COMMERCE 4

Actualités financières5

REGLEMENTATION FINANCIERE 5

MARCHES FINANCIERS..... 5

FONDS DE PENSION 6

Le chiffre de la semaine : l'inquiétude sur les chaînes d'approvisionnement

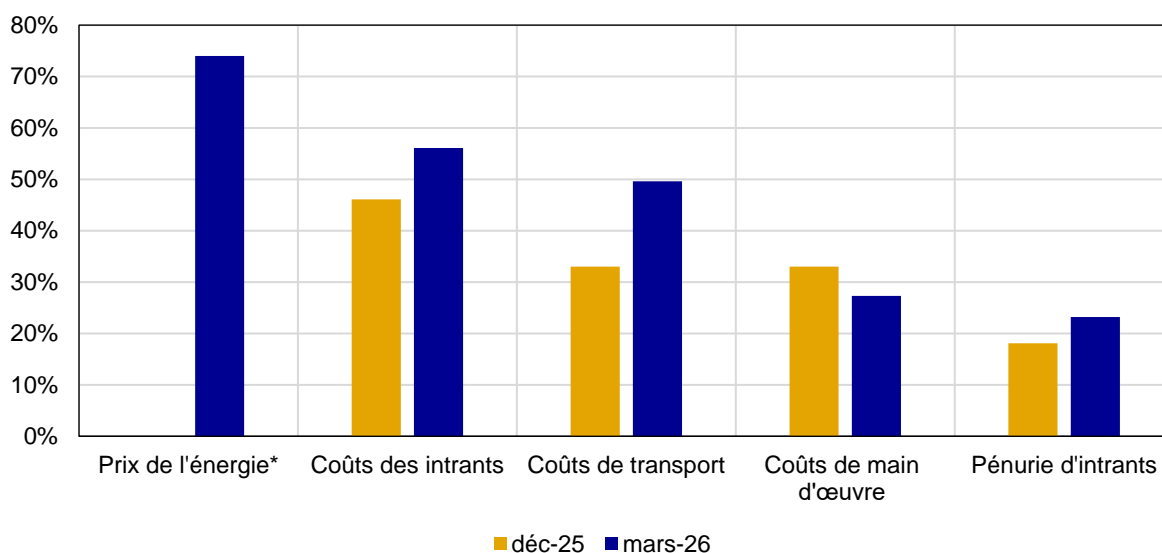
L'enquête de l'**ONS** met en évidence une progression marquée en mars 2026 des préoccupations des entreprises concernant les risques pesant sur les chaînes d'approvisionnement. Ainsi, 37 % des entreprises de 10 salariés ou plus déclarent être préoccupées par l'impact des conflits internationaux sur leurs chaînes d'approvisionnement au cours des douze prochains mois, soit une hausse de 27 points de pourcentage par rapport à décembre 2025. Dans le même temps, 21 % d'entre elles se disent préoccupées par les perturbations du transport maritime (+ 14 pp). Il s'agit des niveaux les plus élevés observés depuis l'introduction de ces enquêtes en septembre 2024. Parmi les entreprises exprimant des inquiétudes concernant leurs chaînes d'approvisionnement, 74 % des entreprises déclarent être préoccupées par les prix de l'énergie, 56 % d'entre elles s'attendent à une augmentation du coût d'approvisionnement en intrants (+ 10 pp) et 50 % anticipent une augmentation des coûts de transport (+ 17 pp).

LE CHIFFRE À RETENIR

+27 points

Le graphique de la semaine

Facteurs d'inquiétude des entreprises britanniques en mars 2026 sur les chaînes d'approvisionnement à horizon d'un an



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. * Les prix de l'énergie ne figuraient pas parmi les propositions de l'enquête de décembre 2025.

En bref

- Depuis le 7 avril, la livre sterling s'est légèrement appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1495 € (+0,3 %). De même, la livre s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3459 \$ (+1,3 %).
- Au 13 avril, les rendements longs du gilt (obligation souveraine), le rendement à 10 ans diminue à 4,87 % (-3,5 pdb), le gilt à 30 ans augmente légèrement à 5,52 % (+0,6 pdb).
- La Banque [Lloyds](#) s'est engagée à ne pas contester en justice le mécanisme de dédommagement mis en place par la Financial Conduct Authority (FCA) dans l'affaire *car finance* ou *motor finance* (voir [brèves n°13](#)).

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

La [Banque d'Angleterre](#) (BoE) examine la montée en puissance des prix dynamiques et personnalisés, portée par l'intelligence artificielle, ainsi que ses implications pour l'inflation. La BoE estime que 31 % des entreprises britanniques pourraient recourir à des outils de tarification algorithmique en 2027, contre 21 % actuellement. Si la tarification dynamique – ajustement des prix en temps réel selon l'offre et la demande – est déjà bien établie dans le transport aérien et l'hôtellerie, elle pourrait s'étendre à d'autres secteurs, notamment la distribution alimentaire. À ce stade, ces pratiques n'ont pas d'impact significatif sur l'inflation. Toutefois, la BoE avertit que la généralisation de prix plus volatils pourrait ancrer des anticipations d'inflation plus élevées chez les ménages, même si les prix moyens restent stables, et compliquer le calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC), fondé sur un panier standardisé de biens et services.

Marché du travail

La [Resolution Foundation](#) (RF) analyse les défaillances persistantes sur le marché du travail britannique, en lien avec la création de la *Fair Work Agency* (FWA), nouvelle autorité lancée le 7 avril 2026 et chargée de faire respecter les droits des travailleurs. En 2025, environ 445 000 emplois étaient rémunérés en dessous du salaire minimum. Par ailleurs, sur la période 2023-2024, 1,4 million de travailleurs n'auraient pas reçu de bulletin de salaire, tandis qu'en 2025, 2,2 millions d'emplois ne bénéficiaient d'aucun congé annuel payé. Selon la RF, 61 % des salariés du secteur privé ne sauraient pas à qui s'adresser en cas de problème lié à leurs droits au travail. Le rapport souligne que les sanctions financières actuelles restent insuffisamment dissuasives, près de la moitié des cas de non-respect du salaire minimum ne donnant lieu à aucune amende.

Immobilier

[Halifax](#) a publié son dernier indice des prix immobiliers, indiquant une baisse de 0,5 % des prix en mars par rapport à février, ramenant la croissance annuelle à +0,8 % (contre +1,2 % en février). Le prix moyen d'un logement au Royaume-Uni s'établit désormais à 299 680 £. Ce ralentissement du marché immobilier s'explique par un

regain d'incertitude macroéconomique, notamment lié aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui ont ravivé les craintes sur les prix de l'énergie et, par ricochet, sur les anticipations d'inflation. Dans ce contexte, les taux hypothécaires sont repartis à la hausse, ce qui a freiné la dynamique de reprise observée en début d'année. Les disparités régionales demeurent particulièrement marquées. L'Irlande du Nord enregistre une hausse très dynamique des prix (+8,7 % sur un an), tandis qu'en Angleterre, la progression reste concentrée dans les régions du Nord (+5,0 %), où l'accessibilité relative soutient la demande. À l'inverse, les zones les plus chères du Sud continuent de corriger, avec une baisse de 1,9 % sur un an. À Londres, les prix reculent également (-1,2 %), malgré un niveau toujours très élevé, proche du double de la moyenne nationale (536 750 £).

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Royaume-Uni a lancé le 9 avril jusqu'au 18 juin un [appel à contributions](#) sur d'éventuels instruments visant à protéger le pays contre des pressions économiques préjudiciables. Dans la continuité des engagements pris dans sa stratégie commerciale publiée en juin 2025, le gouvernement envisage de renforcer sa résilience économique dans un contexte international marqué par l'utilisation croissante des instruments économiques à des fins coercitives. La notion de « pression économique préjudiciable » recouvre l'usage, par des États tiers, de leviers économiques (commerce de biens et de services, investissements, marchés publics, propriété intellectuelle) pour influencer des décisions politiques ou porter atteinte à ses intérêts stratégiques. La consultation explore ainsi la mise en place de nouveaux instruments proportionnés, temporaires et encadrés afin de renforcer le régime britannique actuel de sécurité économique, mobilisables en dernier ressort avec un recours prioritaire à la diplomatie. Les questions de la consultation portent sur le type de mesures qui pourraient être mises en place, leurs modalités d'exercice et leur champ territorial.

Le gouvernement britannique fait face à des inquiétudes de son secteur industriel après l'annonce de sa nouvelle [mesure de sauvegarde sur l'acier](#). Celle-ci prévoit notamment une réduction de 60 % des quotas d'importation exemptés de droits et l'instauration de droits de douane de 50 % hors quota, afin de protéger l'industrie sidérurgique britannique face à la concurrence internationale (cf. Brèves n°12). Toutefois, plusieurs acteurs industriels alertent sur les effets collatéraux de cette mesure, estimant qu'elle risque de fragiliser l'ensemble de la chaîne manufacturière. Les secteurs utilisateurs d'acier, notamment l'automobile et la construction, redoutent une hausse significative des coûts de production, susceptible d'éroder leur compétitivité et de se répercuter sur les prix finaux. La [Confederation of British Metalforming](#), met en garde contre un risque de pénuries critiques d'approvisionnement de matériaux et de pertes d'emplois, en particulier dans les activités en aval qui dépendent d'un accès à un acier abordable et diversifié.

Actualités financières

Réglementation financière

Le [rapport final](#) de la *Risks Warnings Review* a été publié par l'Investment Association. Cette revue des avertissements sur les risques liés aux investissements financiers fait partie des réformes de Leeds annoncées à l'été 2025 par la chancelière Rachel Reeves (voir [brèves n°28](#) en 2025). Elle a été menée avec la contribution de HM Treasury, de la Financial Conduct Authority et de l'industrie financière. Le président de l'Investment Association Chris Cummings et la secrétaire d'État aux services financiers Lucy Rigby partagent le constat que les dispositifs de protection du consommateur, combinés à une forte aversion au risque, ont pu pénaliser les investisseurs particuliers. Ils les auraient en partie détournés de l'investissement. Le rapport souligne que les avertissements actuels sont « largement mal compris, souvent ignorés et, dans de nombreux cas, dissuadent un engagement approprié dans l'investissement de long terme ». Pour y remédier, il recommande une communication des risques contextualisée et équilibrée. Elle doit aussi être claire, accessible, proportionnée et crédible. Enfin, elle doit être adaptée aux différentes étapes du parcours du consommateur. Le rapport propose également la création d'un forum de mise en oeuvre avec la FCA et un point d'étape à six mois effectué par les comités technique et de pilotage pour suivre les progrès. Enfin, il recommande une révision de certaines règles de la FCA encadrant la promotion des services financiers.

La Banque d'Angleterre (BoE) met à jour son [régime de résolution](#) bancaire et introduit un nouvel outil avec l'aval de la SEC. Cette évolution intervient après les faillites récentes de Crédit Suisse et de Silicon Valley Bank, dont la filiale britannique avait été cédée pour 1 £ à HSBC. Un pilier du régime de résolution britannique est le principe de *bail-in*, selon lequel les actionnaires et les créanciers supportent les pertes en cas de défaillance. Dans ce cadre, la BoE introduit un mécanisme consistant à remplacer temporairement les créances par des droits contingents non transférables, ensuite convertis en actions ou en produits de cession une fois la résolution achevée. L'échange de titres de dette soumis au *bail-in* détenus par des investisseurs américains contre ces instruments temporaires constitue toutefois une émission de titres au sens du droit américain. La U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) a donc publié une [lettre](#) de non-intervention (« *no-action letter* »), indiquant qu'elle n'engagerait pas de poursuites dans ce cadre. Cette clarification sécurise juridiquement le dispositif et renforce la crédibilité opérationnelle du mécanisme de *bail-in* transfrontalier.

Marchés financiers

Les fonds mutuels britanniques investis en actions [ont connu](#) des sorties nettes (*outflows*) de 1,4 Md£ en mars dernier, encouragées par les incertitudes liées à la guerre au Moyen-Orient. Ces données publiées par Calastone traduisent la plus mauvaise performance observée pour un mois de mars depuis le début de la série en 2015. Or, ce mois est traditionnellement marqué par un afflux de capitaux, les investisseurs cherchant à atteindre le plafond annuel défiscalisé de 20 000 £ sur les comptes d'épargne individuels (*Individual Savings Account*) avant la clôture de l'année fiscale. Ces sorties nettes s'expliquent par la volatilité forte des marchés avec l'éclatement de la guerre au Moyen-Orient, tandis que le cessez-le-feu du 7 avril est

intervenu après la clôture de l'année fiscale. Il convient de noter que les données de Calastone ne concernent pas les *exchange traded funds (ETFs)*.

La banque sud-africaine [FirstRand](#) annonce mettre en vente sa banque de détail Aldermore en réaction au mécanisme de dédommagement de la FCA dans l'affaire dite *car finance* ou *motor finance*. Acquisée en 2017 pour 1,1 Md£, Aldermore est une banque spécialisée dans le financement des PME-ETI et des particuliers, et détient environ 10 % du marché britannique du crédit automobile, l'exposant directement au mécanisme de dédommagement. FirstRand a par ailleurs annoncé une provision complémentaire de 510 M£, portant le total à 750 M£. La filiale a qualifié le dispositif de compensation de « disproportionné et inéquitable », conduisant le groupe à considérer Aldermore comme ne relevant plus de son appétit de risque.

Fonds de pension

Le fonds de pension britannique NEST alloue un [mandat](#) à Crescent Capital pour investir 450 M£ dans le crédit privé aux États-Unis sur les prochaines années. NEST a été créé en 2008 par l'État pour soutenir le déploiement de la politique d'*auto-enrolment* (affiliation automatique à un régime de retraite). C'est aujourd'hui le plus grand régime de retraite d'entreprise britannique en nombre de membres avec 13 M de clients. Ce mandat constitue une étape de plus dans l'augmentation de la part des actifs privés dans les investissements de NEST, qui souhaite allouer 30 % de ses actifs à horizon 2030. Sous ce mandat, Crescent Capital fournira des prêts à des entreprises américaine de taille intermédiaire (*middle market companies*) de plusieurs secteurs en ciblant en priorité des entreprises peu cycliques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr